



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Distr.: LIMITEE
ECA-WA/ICE.19/2016/03
Texte original: Français

**PROFIL ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST EN 2015 ET PERSPECTIVES EN 2016**

25-26 février 2016, Dakar, Sénégal

Février 2016



Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Maison des Nations Unies, 428 Avenue du Fleuve P.O. Box 744 / BP 744 Niamey, Niger

Tel: +227 20-72-29-61 Fax: +227 20-72-28-94 Email: srdcwest@uneca.org Site Web: <http://www.uneca.org/fr/sro-wa>

TABLE DES MATIERES

Liste des figures	III
Liste des tableaux.....	III
LES SIGLES ET ABBREVIATIONS	IV
PARTIE I : SITUATION ECONOMIQUE EN 2014 ET PERSPECTIVES 2016	1
INTRODUCTION.....	1
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
1.1. Contexte mondial.....	3
1.2. Développements récents et perspectives en Afrique.....	5
1.2.1. Situation économique en 2015	5
1.2.2. Perspectives 2016	7
2. SITUATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST EN 2015 ET PERSPECTIVES 2016.....	7
2.1. Croissance :	7
2.2. Inflation.....	8
2.3. Finances Publiques.....	9
2.4. Compte extérieur	10
2.5. Perspectives et risques en 2016	10
2.5.1. Perspectives	10
2.5.2. Analyse des risques.....	11
PARTIE 2 : LES PROFILS PAYS DE LA CEA	13
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	13
1.1. Revue des profils existants	14
1.2. Valeur ajoutée des profils de la CEA ?	14
2. FORMAT, STRUCTURE ET MODELE DE DONNEES DES PROFILS.....	15
2.1 Format et Structure	15
2.2. Modèle de données	16
3. Spécificités et valeur ajoutée des profils pays de la CEA.....	17
3.1. Processus de dialogue et de coopération avec les pays.....	17
3.2. Analyse basée sur des indices pertinents	18
3.3. Évaluation de la qualité des prévisions.....	20
3.4. Analyse thématique	20
3.5. Suivi des Objectifs de développement durable	20
4. Risques et Perspectives.....	20
CONCLUSION.....	23
BIBLIOGRAPHIE	24
ANNEXES	25

Liste des figures

Figure 1: Évolution des taux de croissance en Afrique, dans les économies développées et en développement (en %)	4
Figure 2: Évolution récente de la croissance économique en Afrique	6
Figure 3: Évolution récente de l'inflation en Afrique	6
Figure 4: Taux de croissance du PIB réel des États membres de la CEDEAO	8
Figure 5: Prix à la consommation (Moyenne annuelle, variation en pourcentage)	9
Figure 6: Score moyen d'efficacité de la gouvernance (Indice Mo Ibrahim) par région, 2015	12
Figure 7: Score moyen de développement humain de l'Afrique de l'Ouest en comparaison avec d'autres régions, 2014	12

Liste des tableaux

Tableau 1: Structure des profils pays de la CEA	16
Tableau 2: Collaboration entre la CEA et les points focaux nationaux	17
Tableau 3: Activités prévues pour l'année 2016 dans le cadre de la production des profils pays	22

LES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AMAO	Agence Monétaire de l’Afrique de l’Ouest
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d’Afrique Subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
CEA/BSR-AO	Commission Économique des Nations Unies pour l’Afrique/Bureau Sous régional pour l’Afrique de l’Ouest
CEDEAO	Communauté Économique Des États de l’Afrique de l’Ouest
CUA	Commission de l’Union Africaine
DAESNU	Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies
EIU	Economic Intelligence Unit
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IADS	Indice Africain de Développement Social
ICF	Indice de la Condition de la Femme
IDE	Investissements Directs Étrangers
IDH	Indice de Développement Humain
IDISA	Indice de Développement des Inégalités entre les Sexes en Afrique
IIR	Indice Africain d’Intégration Régionale
MAPE	Mean Absolute Percentage Error
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OHADA	Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTÉ	Pays Pauvres Très Endettés
RMSE	Root Mean Squared Error
TBPFA	Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
ZMAO	Zone Monétaire de l’Afrique de l’Ouest

PARTIE I : SITUATION ECONOMIQUE EN 2014 ET PERSPECTIVES EN 2016

INTRODUCTION

Le rapport sur le profil socioéconomique de l’Afrique de l’Ouest¹ de la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique (CEA) est soumis au Comité intergouvernemental des experts dans le but de formuler des recommandations sur les stratégies et politiques de développement susceptibles de contribuer au développement économique et social des économies de la sous-région. Le présent rapport analyse la situation économique sur la période 2015 et les perspectives en 2016 de la sous-région Afrique de l’Ouest. Il intègre une partie thématique sur les profils pays de la CEA, nouvelle publication de référence aux fins d’appuyer les pays ouest africains dans le processus de transformation structurelle de leurs économies.

En 2015, l’activité économique mondiale devrait légèrement ralentir, avec un taux de croissance escompté à 2,3% contre 2,6% en 2014, selon les projections du mois d’octobre 2015 du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (DAESUN). Cette évolution serait principalement liée au rythme de croissance des deux premières économies mondiales en 2015, en l’occurrence les États Unis (2,4%) et la Chine (6,8%) ainsi qu’à la poursuite de la reprise dans la zone Euro (1,7%). L’année 2015 serait toutefois marquée par des contreperformances attendues au niveau de certaines économies en transition et émergentes, en particulier la Russie (-3,8%) et le Brésil (-1,1%).

À l’échelle du continent africain, l’activité économique serait en consolidation, avec un taux de croissance attendu à 3,7% en 2015 contre 3,1% en 2014.

Par région, l’Afrique de l’Ouest maintiendrait un rythme de croissance en décélération, avec des taux de progression de l’activité escomptés à 4,4% en 2015 contre 5,7% en 2014. Elle resterait la deuxième locomotive de la croissance africaine derrière l’Afrique de l’Est qui afficherait un niveau de croissance de 6,2% en 2015 contre 7% en 2014.

Pour l’année 2016, les prévisions de (DAESUN) laissent ressortir une activité globalement plus soutenue, tant au niveau mondial (3%) que pour les États Unis (2,6%), la zone Euro (2,2%) ainsi qu’à l’échelle de l’Afrique (4,4%). La sous-région CEDEAO s’inscrirait dans le même mouvement avec un taux de croissance plus soutenu à 5,2%. Les estimations et les projections de croissance continuent certes d’être favorables dans la sous-région. Toutefois, un mouvement de décélération est noté, avec un taux moyen de croissance attendu à 4,8% en 2015-2016 contre près de 6% sur la période 2010-2014.

Cette situation serait liée en partie aux fluctuations à la baisse des prix des matières premières et du baril du pétrole, qui en début décembre a atteint son plus bas niveau depuis 2009 à 40 dollars. Avec la fin de l’embargo sur l’Iran, l’on s’attend à ce que ce pays ajoute plus de 500 000 barils par jour à l’offre déjà excédentaire. Elles sont également influencées par le ralentissement de l’économie chinoise, un des principaux clients et fournisseurs de la sous-région, dont le taux de croissance devrait se situer à moins de 7% en 2015 (6,8%), une première depuis près de 10 ans. Les autres facteurs susceptibles d’affecter les performances économiques de la région résideraient dans les risques d’instabilité socio-politique et de terrorisme.

A ces contraintes s’ajouteraient les tendances structurelles d’une croissance soutenue par les performances des secteurs faiblement intensifs en main d’œuvre formelle, en l’occurrence le secteur

¹ L’Afrique de l’Ouest occupe une surface de 5,1 millions de km², avec une population totale de 308 millions d’habitants (CEA, mai 2015). Elle est circonscrite dans la présente analyse à la zone des 15 pays de la CEDEAO

des matières premières et celui des services. Le secteur agricole qui occupe près de 60% de la population active de la sous-région, en dépit de mouvements positifs notés dans plusieurs pays, continue d'être marqué une faible productivité et une forte dépendance aux aléas climatiques. Quant au secteur secondaire, la faiblesse du secteur manufacturier, évaluée à moins de 10% du PIB sous régional, se traduit par une génération limitée de valeur ajoutée et d'emplois productifs.

Cette configuration, qui traduit des rigidités dans le nécessaire mouvement vers la transformation structurelle des économies de la sous-région, justifie le choix thématique du présent rapport porté sur les profils pays élaborés par la CEA. En effet, cette nouvelle publication visera à fournir aux pays de la sous-région Afrique de l'Ouest une analyse de sa situation économique et sociale, étayée par un certain nombre d'indices, notamment l'Indice Africain de Développement Social (IADS), l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA) et l'Indice d'Intégration Régionale (IIR). Ce diagnostic s'appuiera sur des sources de données comparatives, prioritaires d'origine nationale, pour répondre aux besoins des décideurs et des autres utilisateurs du secteur de la recherche et d'acteurs non étatiques. L'approche préconisée privilégiera à la fois la mise en place de mécanismes de partage de données, d'échanges de connaissances et de dialogue sur les politiques ainsi que de renforcement des capacités en particulier dans les domaines de la statistique et de la planification du développement.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'élaboration du présent rapport sur le profil économique de l'Afrique de l'Ouest en 2015 et ses perspectives en 2016. Pour la présente édition, le document intègre deux parties. Une première partie qui traite de la revue de l'environnement économique international, de l'analyse de la situation économique sous régionale sur la période en 2015 et des risques et perspectives pour l'année 2016. Le rapport présente dans une deuxième partie la thématique des profils pays de la CEA. Enfin, le rapport partage, en conclusion, des recommandations de politiques susceptibles d'accélérer la dynamique de développement économique et social de la sous-région.

Le Bureau sous-régional a rédigé ce rapport à partir des données des pays et des documents élaborés par les organisations sous-régionales notamment la CEDEAO, l'AMAO, l'UEMOA et la BCEAO. Le Bureau sous-régional a, en outre, exploité les publications et la base de données de la CEA. Il a aussi fait recours à des statistiques de la Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies et d'autres Institutions Internationales (FMI, Banque Mondiale et BAD).

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Contexte mondial

En 2015, l'économie mondiale a connu un léger ralentissement, qui s'expliquerait par la faiblesse de la demande globale, la chute des prix des marchandises et la volatilité croissante des marchés financiers dans les principales économies. Le PIB mondial devrait croître de seulement 2,3% en 2015, contre une 2,8% prévu à mi-2015. (DAESNU, 2015).

Une reprise modeste est prévue pour l'année 2016, avec un taux de croissance mondial qui devrait atteindre 3%. La reprise prévue est fondée sur la stabilisation des prix des produits de base, l'absence de nouvelles escalades des risques géopolitiques en Europe du Sud et au Moyen-Orient, l'assouplissement des pressions déflationnistes dans les pays développés, l'ajustement progressif des taux directeurs et la réduction de la volatilité des marchés financiers.

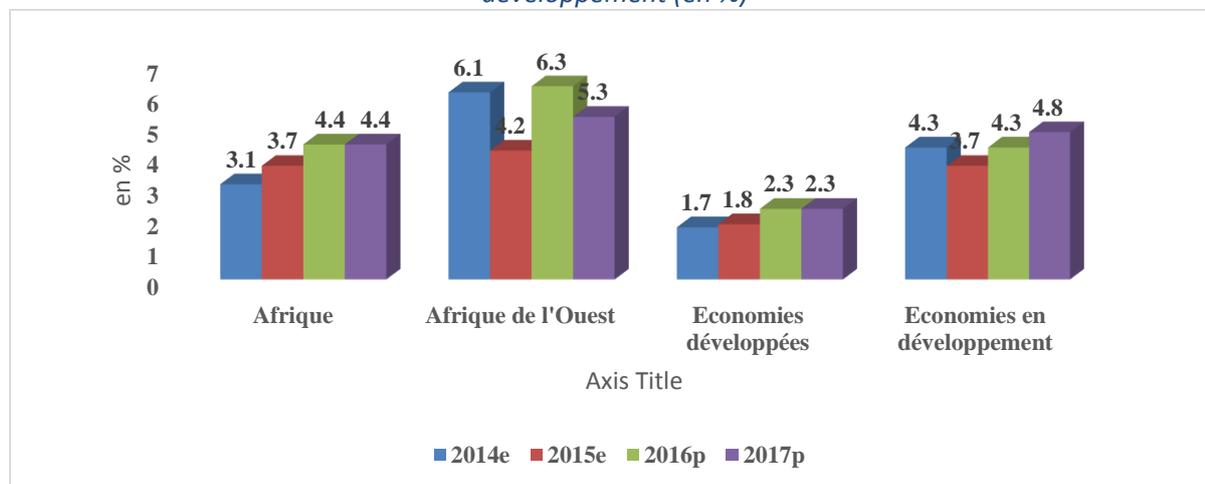
Depuis la crise financière mondiale de 2008, les pays en développement ont généré une grande partie de la croissance de la production mondiale. La Chine, en particulier, est devenue la locomotive de la croissance mondiale, contribuant à près d'un tiers de la croissance de la production mondiale en 2011-2012. Comme la plus grande nation commerçante, la Chine a soutenu la dynamique de la croissance mondiale au cours de la période post-crise en maintenant une forte demande de produits de base et le renforcement de la croissance des exportations.

Avec un ralentissement économique attendu en Chine et la faiblesse persistante des performances économiques dans d'autres grandes économies en développement, le pivot de la croissance mondiale est susceptible de changer en direction des économies développées dont le taux de croissance devrait passer de 1,8% en 2015 à 2,3% en 2016 (DAESNU). Les États-Unis, devraient contribuer davantage à la croissance mondiale à court terme, avec des hausses de l'activité prévues à 2,4% en 2015 et 2,6% et 2,9% respectivement en 2016 et 2017 (DAESNU, 2015)

Pour les économies en transitions, le taux de croissance est estimé à -2,8% en 2015 et projeté à 0,8% en 2016. Cette situation en 2015 s'expliquerait par la contreperformance d'économies majeures telles que la Fédération Russe qui a enregistré un taux de croissance de -3,8% en 2015.

Quant aux économies en développement, avec un taux de 3,7%, elles présentent le taux de croissance le plus élevé. Ce taux de croissance devrait croître pour s'établir à 4,3% en 2016. La Chine et l'Inde ont connu les performances les plus élevées en termes de croissance économique en 2015 avec respectivement 6,8% et 7,2%. En ce qui concerne l'Afrique, elle a enregistré un taux de croissance de 3,7% en 2015. Ce taux s'établirait à de 4,4% en 2016. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest comme en 2014, ont enregistré les taux de croissance les plus élevés en 2015, avec respectivement 6,2% et 4,2% (CEDEAO, 2015) en 2015. L'Afrique du Nord et l'Afrique Australe enregistrent quant à elles respectivement 3,5% et 2,5% de taux de croissance en 2015.

Figure 1: Évolution des taux de croissance en Afrique, dans les économies développées et en développement (en %)



Source : DAESNU, Perspectives Économiques Globales (Octobre 2015) et CEDEAO (2015)

En ce qui concerne l'inflation, les pressions sur les prix restent globalement contenues à l'échelle mondiale à 2,6% niveau le plus bas depuis 2009, en raison de la baisse continue des prix du pétrole et des produits alimentaires. Des contrastes existent entre les régions et les pays.

En effet, des risques de déflation persistent dans les pays développés, principalement au Japon et la zone euro, et à un degré moindre aux États-Unis, où l'inflation moyenne a oscillé autour de 0,2%. En revanche, l'inflation a augmenté de manière significative dans les économies en transition. Par exemple, l'inflation dans la Fédération de Russie et l'Ukraine devrait passer à 16% et 48% en 2015, respectivement, alimentée par la dépréciation des taux de change et des déséquilibres internes.

Dans les pays en développement, les prix du pétrole et des denrées alimentaires plus faibles ont généralement réduit les pressions inflationnistes, mais certains des effets ont été compensés par de fortes dépréciations des taux de change, en particulier dans les pays exportateurs de produits de base. En conséquence, prix à la consommation dans les pays en développement devrait diminuer de 6,7 en 2014 à 5,8 % en 2015, et de rester relativement stable à court terme (DAESNU, 2015).

Dans un contexte de faible investissement et d'incertitude accrue, la situation mondiale de l'emploi reste difficile. Le taux moyen de la création d'emplois a ralenti et s'est établi à 1,4% par an depuis 2011, comparativement à un taux de croissance annuel moyen d'environ 1,7% en taux d'avant la crise de 2008. En conséquence, les chiffres du chômage restent élevés dans de nombreuses régions, même si elles se sont améliorées dans plusieurs économies développées (DAESNU, 2015).

1.2. Développements récents et perspectives en Afrique

1.2.1. Situation économique en 2015

La croissance économique en Afrique a atteint 3,7%² en 2015 contre 3,1% en 2014, soutenue par la consommation privée et les investissements. La consommation privée est stimulée par l'augmentation de la demande intérieure due à l'augmentation de la confiance des consommateurs et une classe moyenne en pleine expansion, tandis que l'investissement est principalement tiré par un environnement des affaires amélioré et une réduction des coûts de faire des affaires sur le continent. Les dépenses des gouvernements continuent, en particulier sur les projets d'infrastructure, à soutenir positivement la croissance sur la période.

Par région, l'Afrique de l'Est confirme son rôle de locomotive de croissance africaine avec un taux de croissance de 6,2% en 2015 contre 7% en 2014. La baisse de croissance serait imputable au ralentissement de l'activité économique en Éthiopie (baisse des exportations) et en République Démocratique du Congo (incertitudes politiques) et à la baisse des cours de matières premières.

Malgré une diminution de son taux de croissance économique, qui est passé à 4,1% en 2015 contre 6,1% en 2014, l'Afrique de l'Ouest demeure la deuxième économie sous régionale en termes de dynamisme de l'activité économique.

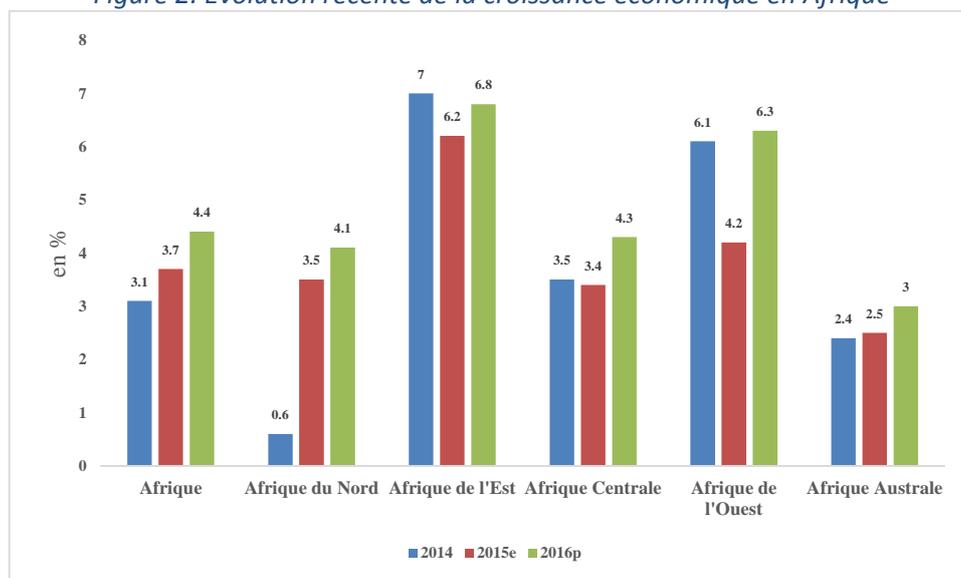
Le taux de croissance de l'Afrique Centrale a légèrement diminué pour s'établir à 3,4% en 2015 contre 3,5% en 2014. Ce léger repli est lié en partie aux problèmes de sécurité dans la République centrafricaine et la diminution de la production de pétrole en Guinée équatoriale qui ont conduit à une baisse de la croissance du PIB.

Le taux de croissance de l'Afrique du Nord s'est accéléré à 3,5% en 2015 contre 0,6% en 2014, sous l'effet de l'amélioration de la stabilité politique et économique dans la sous-région, en particulier en Égypte et en Tunisie.

L'activité économique de l'Afrique Australe a augmenté de 2,4% en 2014 à 2,5% en 2015. La performance de croissance relativement plus faible dans la sous-région serait alimentée par la croissance relativement faible dans la sous-région de la plus grande économie, l'Afrique du Sud (1,8% en 2015). Les faibles exportations et les prix bas des produits de base pour ses matières premières clés, ainsi que des pénuries d'électricité, ont contribué à cette faible performance.

² Les données de l'analyse sont tirées du rapport de DAESUN sur les perspectives économiques mondiales d'octobre 2015, à l'exception de l'Afrique de l'Ouest où les données proviennent du rapport annuel de la CEDEAO, 2015.

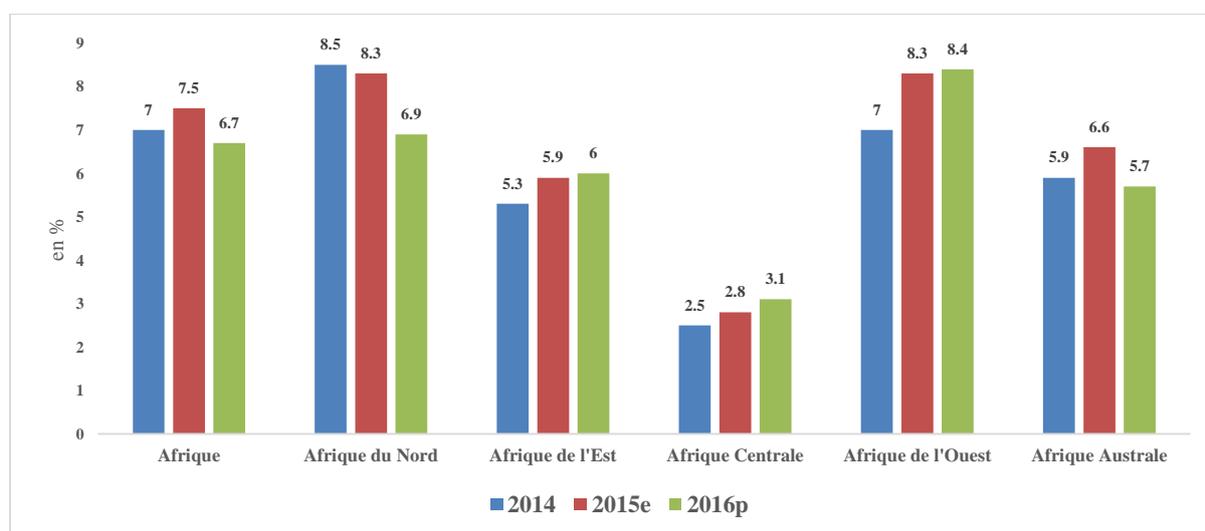
Figure 2: Évolution récente de la croissance économique en Afrique



Sources : DAESNU, Perspectives Économiques Globales (Octobre 2015) et CEDEAO (2015)

En 2015, l'inflation a atteint 7,5% contre 7% en 2014 avec des résultats mitigés suivant les sous régions. Certains facteurs pourraient expliquer ce fait. Ainsi, la pression inflationniste a été réduite par les prix mondiaux du pétrole plus faibles et la baisse continue des prix des denrées alimentaires, tandis que les dépréciations monétaires ont augmenté le risque d'inflation importée. La politique monétaire prudente dans des pays comme l'Afrique du Sud et le Kenya a également créé un effet modérateur sur les taux d'inflation dans la région.

Figure 3: Évolution récente de l'inflation en Afrique



Sources : DAESNU, 2015 Perspectives Économiques Globales (Octobre 2015) et CEDEAO (2015)

En ce qui concerne la situation budgétaire, les pays continueront d'afficher globalement des déficits budgétaires, sous la pression de la baisse continue des prix du pétrole et des prix des matières

premières, les fortes dépenses en infrastructures et l'augmentation des dépenses dans le cadre des préparatifs des élections qui ont eu lieu dans la majorité des pays.

Le déficit budgétaire de l'Afrique a augmenté de 5,1% du PIB en 2014 à 5,6% du PIB en 2015. L'Afrique du Nord enregistre le déficit le plus élevé parmi les cinq sous régions. En effet, celui-ci est de 9,7% du PIB en 2014 à 10% du PIB en 2015. Les faibles prix du pétrole ont réduit les recettes publiques dans les pays exportateurs de pétrole tel que l'Algérie.

Le solde de la balance courante en Afrique s'est dégradé à -5% du PIB en 2015. Cette dégradation serait attribuable dans une certaine mesure à la baisse des prix du pétrole, ce qui a conduit les pays africains exportateurs de pétrole à enregistrer leur premier déficit de compte courant en 2014 de 2,1 % depuis 2009, avec une augmentation subséquente à 5,1 % en 2015. Pour les pays importateurs de pétrole, les bas prix du pétrole ont conduit à une réduction du déficit. Parmi les sous-régions, le déficit du compte courant était le plus élevé a été observé en Afrique Centrale (8,1%), suivie par l'Afrique de l'Est (7,4 %) et l'Afrique Australe (5,7%).

1.2.2. Perspectives 2016

Avec une croissance prévue de 4,4%, les perspectives pour l'Afrique pour 2016 semblent favorables, en dépit de l'incertitude dans l'économie mondiale et l'affaiblissement des prix du pétrole et des matières premières. La dynamique de croissance devrait se poursuivre, soutenue par la demande intérieure croissante, conjuguée à un environnement d'affaires régional sain, l'amélioration de la gestion macro-économique, l'augmentation de l'investissement public notamment dans les infrastructures, un secteur des services dynamique et de plus en plus de liens commerciaux et d'investissement avec les économies émergentes.

Par région, l'Afrique du Nord et l'Afrique Australe dégageraient une perspective de croissance plus favorable, de 3,5% et 2,5% en 2015 à 4,1% et 3% en 2016. Pour l'Afrique du Nord, l'évolution serait liée à l'amélioration de la situation socio-politique l'augmentation subséquente de la confiance des entreprises, en particulier en Égypte et en Tunisie tandis que pour l'Afrique Australe, l'activité régionale serait soutenue par les investissements dans les explorations de ressources minières et de gaz naturel au Mozambique, l'afflux des IDE en Zambie et la bonne tenue des secteurs l'électricité, de la construction et de la technologie en Angola.

L'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest enregistreront respectivement une hausse de l'activité économique en 2016, de 3,4% et 4,2% en 2015 à 4,2% et 6,3% en 2016 dans un contexte marqué par des risques accrus d'instabilité politique et de menaces sécuritaires notamment en République Centre Africaine, au Nigeria et dans le zone sahélo-saharienne.

Quant à l'Afrique de l'Est, une croissance plus forte, de 6,2% en 2015 à 6,8% en 2016, est escomptée, à la faveur de l'augmentation des entrées d'investissements directs étrangers (IDE), l'augmentation des dépenses publiques dans les infrastructures et la croissance des marchés domestiques.

2. SITUATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST EN 2015 ET PERSPECTIVES EN 2016

2.1. Croissance :

En 2015, la croissance en Afrique de l'Ouest s'établirait à 4,2% contre 6,1% en 2014. Cette baisse de la croissance régionale, est principalement due à la baisse des prix des matières premières, en particulier du pétrole. La chute brutale du prix du pétrole, qui a perdu plus de la moitié de sa valeur en moins d'une année, a mis en exergue la fragilité des fondements de la croissance ouest africaine,

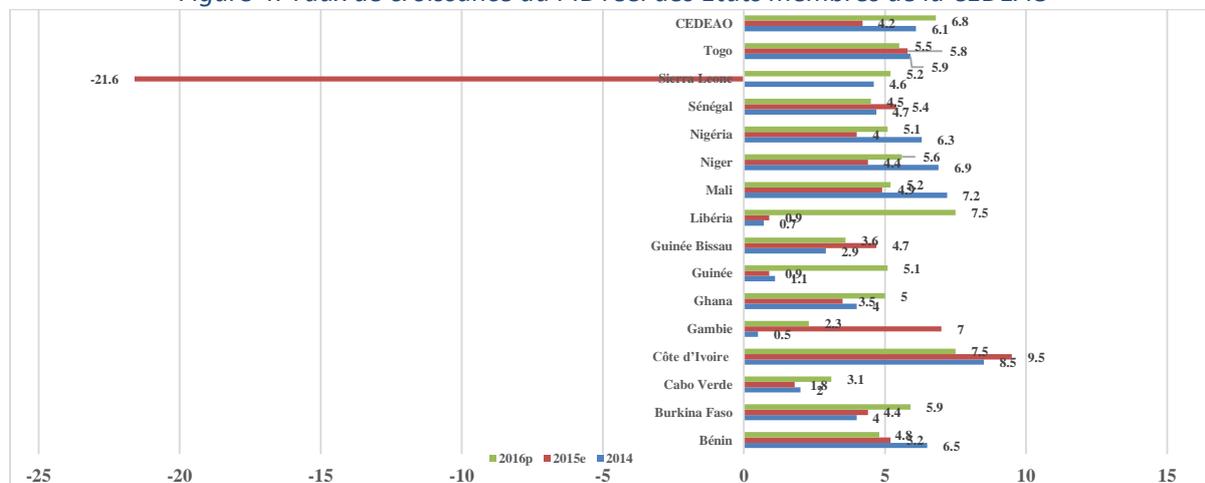
fortement dépendante de l'exportation de matières premières. Le ralentissement du rythme de l'activité est observé dans la plupart des pays de la CEDEAO.

Des disparités existent cependant en termes de croissance économique entre les pays. Ainsi, la Côte d'Ivoire (9,5%), la Gambie (7%), le Sénégal (5,4%), la Guinée Bissau (4,7%) et le Burkina Faso (4,4%) devraient enregistrer une accélération de leur croissance économique en 2015, contre 8,5%, 0,5%, 4,7%, 2,9% et 4,0% respectivement en 2014. Le Togo (5,8%) et le Bénin (5,2%) ont enregistré un léger repli de leur activité économique comparativement à 2014 et dans une moindre mesure le Mali (4,9%) et le Niger (4,4%) enregistreraient en 2015 une croissance relativement solide.

Les effets négatifs de l'effondrement des cours du pétrole devraient affecter les pays exportateurs de pétrole tels que le Nigéria et dans une moindre mesure le Ghana. Le taux de croissance du PIB du Nigéria devrait s'établir à 4% en 2015 contre 6,3% en 2014. Quant au Ghana, la contraction de l'activité économique se traduirait par une baisse de 0,5 points de pourcentage du taux de croissance par rapport à 2014 pour s'établir à 3,5%.

Les pays affectés par l'épidémie d'Ébola présenteraient des rythmes d'activité faibles. En effet, La Guinée et le Libéria se relèveraient difficilement de la grave crise sanitaire qui a affecté le système social et de production de ces 2 pays. Leur taux de croissance en 2015 serait de 0,9% pour chaque pays contre respectivement 1,1% et 0,7% en 2014. Quant à la Sierra Leone, l'effet de l'épidémie Ébola est encore plus intense sur l'activité économique. Le taux de croissance du PIB serait de -21,6% en 2015 contre 4,6% en 2014. Cette baisse d'expliquerait par la fermeture de deux usines d'exploitations de fer et de minerai due à L'épidémie Ébola.

Figure 4: Taux de croissance du PIB réel des États membres de la CEDEAO



Source : Données CEDEAO et DAESNU (2015)

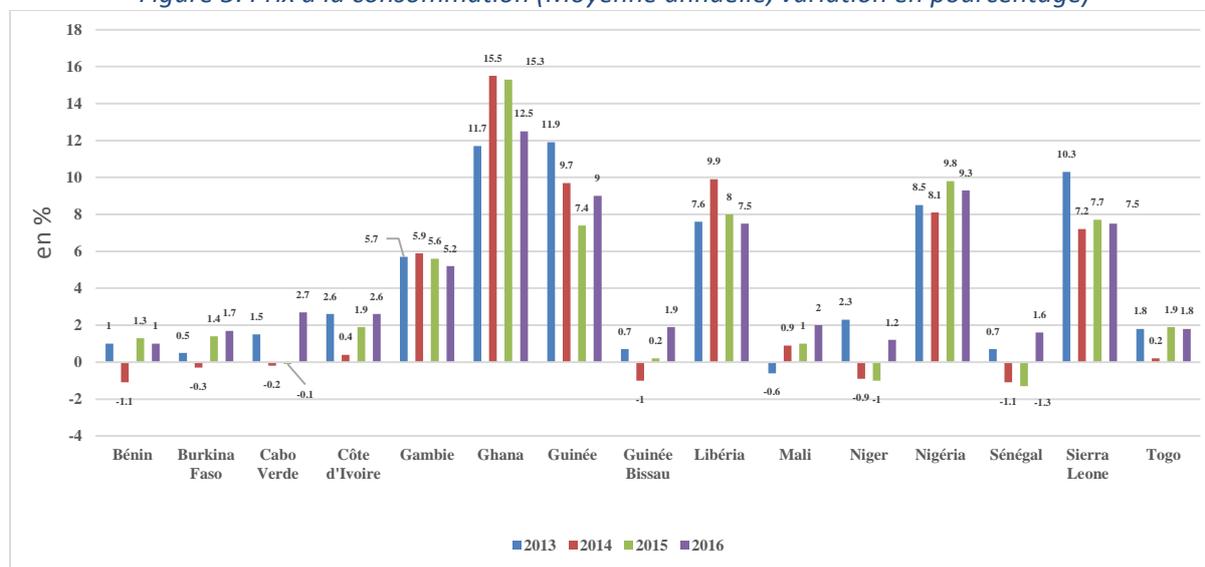
2.2. Inflation

L'inflation dans la zone CEDEAO s'inscrirait en hausse en 2015. En effet, le taux d'inflation dans la communauté serait de 8,3% en 2015 contre 7% l'année précédente. Cette hausse globale serait liée à la hausse attendue de l'inflation au Nigéria (9,8% contre 8% en 2014) et à la forte inflation qui serait enregistrée au Ghana (15,3%).

Dans la zone UEMOA l'inflation est restée maîtrisée à 1% en dessous de la norme communautaire de 3%. Cette évolution est attribuable à la baisse des prix des céréales et aux bonnes récoltes. Des tendances déflationnistes en 2014 et 2015 devraient attirer l'attention dans certains pays comme le

Cabo Verde (-0,2% et -0,1%), le Niger (-0,9% et -1%) et le Sénégal (-1,1% et -1,3%). La baisse des prix pourrait cacher une baisse d'activité qui engendrerait moins de revenus, ce qui tendrait à comprimer la demande, notamment intérieure, donc l'activité.

Figure 5: Prix à la consommation (Moyenne annuelle, variation en pourcentage)



Source : CEDEAO (2015) et DAESNU (2015)

2.3. Finances Publiques

Le déficit budgétaire de la CEDEAO en 2015, bien qu'en dessous la norme communautaire de 3% du PIB se serait aggravé. En effet, il se situerait à 2,2% contre 0,4% en 2014. Cette situation serait essentiellement liée à l'évolution du déficit du Nigéria en 2015, qui se détériorerait à 1,6% contre 0,9% en 2014. La pression sur les finances publiques suite à la chute du prix du pétrole expliquerait ce résultat négatif. En dehors du Nigéria, seuls trois pays auraient un déficit public en dessous du seuil de 3% : le Mali (0,03%), la Guinée Bissau (2%) et le Burkina Faso (2,4%).

Le déficit s'aggraverait pour les autres pays membres de la CEDEAO et se situerait au-delà du communautaire. Comparativement à 2014, nous avons au Bénin (4,3% contre 1,9%) et en Côte d'Ivoire (3,6% contre 2,2%). Il resterait relativement élevé au Cabo Verde (6% contre 7,3%), au Ghana (5,9% contre 6,4%), en Guinée (5,5% contre 3,9%), au Niger (6,9% contre 5,6%), au Sénégal (4,8% contre 5%), en Sierra Leone (4% contre 3,4%) et au Togo (3,6% contre 3,3%). Le Libéria enregistrera, quant à lui, une importante aggravation de son déficit public en 2015, à 10,2% contre 3,5% l'année précédente.

Les gouvernements semblent confrontés à un dilemme face à la situation des finances publiques : financer l'investissement, moteur de la croissance, d'une part, et assurer l'équilibre des finances publiques, d'autre part. L'instabilité persistante du ratio du déficit budgétaire semble être liée à cette ambivalence.

La dette publique en proportion du PIB de la CEDEAO atteindrait en 2015 21% contre 19,3% en 2014, largement en dessous du seuil critique de 70% fixé dans le dispositif de convergence de la CEDEAO. Cependant, cette situation d'ensemble cache des disparités entre les pays. A la faveur de l'initiative PPTTE, la majorité des pays auraient un ratio de la dette en dessous du seuil de 70%. Seuls le Cabo Verde (117%) et la Gambie (95,1%), qui n'ont pas bénéficié de l'initiative PPTTE, ont une dette assez élevée. La situation de la dette ghanéenne se situerait également en nette progression à 72,8%. Le ratio de la dette du Nigéria (11,9%) est le plus faible, suivi du Niger (23,5%) et du Bénin (25,3%).

Dans la zone UEMOA, le déficit global représenterait 3,7% du PIB en 2015 contre 3,1% en 2014. Cette dégradation serait due à la forte progression des dépenses totales et prêts nets dans certains États membres.

2.4.Compte extérieur

Le déficit de la balance courante de la CEDEAO se détériorerait en 2015 à 3,1% contre 1,6% en 2014. La balance courante de presque tous les pays de la région est structurellement déficitaire et fortement volatile. Seuls le Nigéria (1,9%) et la Côte d'Ivoire (0,2%) continueraient à avoir un solde courant en dessous de 5%. Les autres pays enregistreraient un déficit au-dessus de 5% ; la situation du Libéria (41,6%), du Niger (19,5%), de la Guinée (16,7%) et de la Gambie (13,5%) étant plus préoccupante.

L'amélioration attendue de la performance économique de la zone euro devrait avoir une influence positive sur la balance des comptes courants des pays de la CEDEAO en 2016 et 2017. La dépréciation des principales devises pourrait aussi contribuer à la promotion des exportations. Toutefois, la dépendance de nombre de ces pays aux importations et le taux de croissance plus rapide des importations par rapport aux exportations représente un risque pour l'équilibre du compte extérieur.

2.5.Perspectives et risques en 2016

2.5.1.Perspectives

Malgré l'épidémie d'Ébola, l'Afrique de l'Ouest a maintenu un taux de croissance relativement soutenu 4,2% en 2015. En 2016, cette croissance se consoliderait à 5,2% (DAESNU 2015). Malgré le ralentissement de l'activité économique au Nigéria au cours du premier semestre 2015 lié aux incertitudes entourant les élections et la transition politique subséquente, les pénuries de carburants et d'électricité, la hausse du coût des importations et l'assainissement des finances publiques qui ont pesé sur les secteurs non pétroliers. Cela dit, alors que la chute des cours du pétrole allège leurs factures d'importations énergétiques, d'autres pays à faible revenu pâtissent de la diminution des cours de leurs principaux produits d'exportation, notamment le Burkina Faso et la Sierra Leone. Dans ce dernier pays, l'économie devrait se contracter de plus de 20 %, car la fermeture des deux principales sociétés d'exploitation du minerai de fer a accentué l'impact de la crise Ébola.

Le taux d'inflation moyen dans la zone CEDEAO devrait connaître une légère hausse pour s'établir à 8,4% en 2016 contre 8,3% en 2015. Les niveaux d'inflation les plus faibles devraient être observés dans la zone UEMOA, où l'inflation moyenne pourrait s'établir autour de 1,63% en 2016 en partie en raison de la chute du cours du pétrole. Au Ghana, par contre, l'inflation devrait être élevée et maintenue à deux chiffres, soit 12,5%, principalement sous l'effet des dépréciations monétaires passées et de l'ajustement des prix du carburant.

La situation des finances publiques en 2016 resterait fragile du fait de la priorité accordée à l'investissement public et aux dépenses sécuritaires au profit des secteurs sociaux et des infrastructures dans un contexte de marges de manœuvres réduites pour la hausse de la pression fiscale. Le solde budgétaire global, dons compris et le solde global hors dons devraient s'établir respectivement à -3,3% du PIB et -3,9% du PIB pour l'ensemble de la Communauté en 2016 (FMI, 2015). Au niveau de l'UEMOA, les déficits des deux soldes sont attendus respectivement à 3,7% du PIB et 6,6% du PIB.

³ BCEAO

Les conditions sécuritaires, encore difficiles, dans certains pays du sahel (notamment au Mali et au Niger) et au nord du Nigeria continueront de demeurer des risques majeurs pour les perspectives économiques en 2016.

2.5.2. Analyse des risques

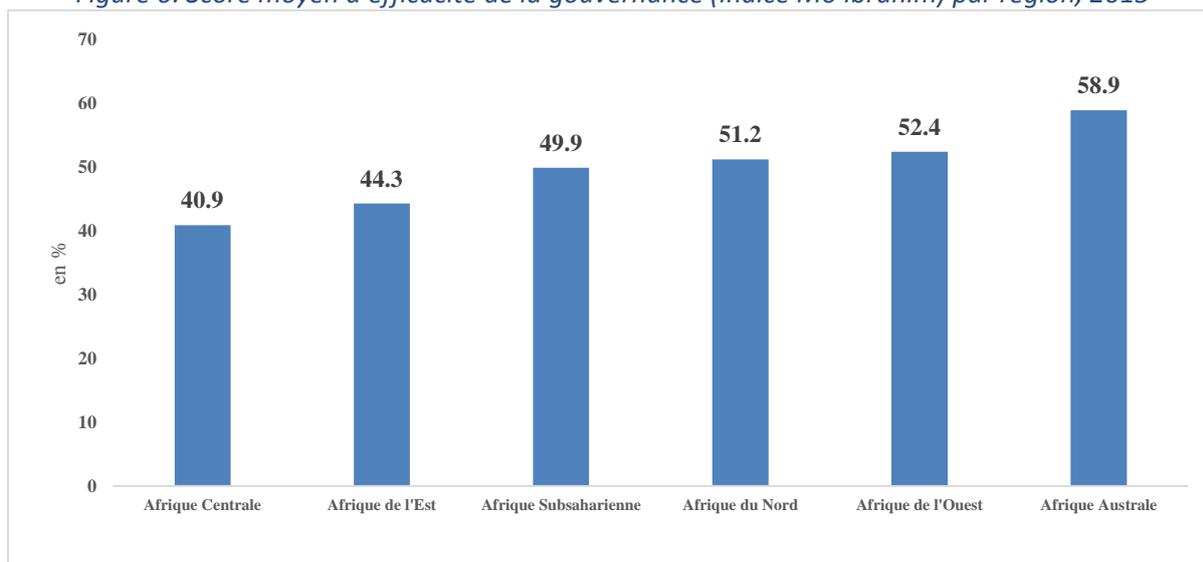
La présente analyse porte sur les performances de l’Afrique de l’Ouest par rapport à des indicateurs et classements de référence en matière d’environnement des affaires, de bonne gouvernance et de développement humain.

Parmi les 10 économies ayant significativement amélioré leur climat des affaires, soit des économies ayant mis en place au moins 3 réformes, figurent le Sénégal (153ème) et le Bénin (158ème). Des améliorations notables sont observées en Côte d’Ivoire (142ème), au Togo (150ème) et au Niger (160ème) (World Bank. 2016. Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency. Washington, DC: World Bank).

Malgré de nettes améliorations, les gouvernements de l’Afrique de l’Ouest devraient continuer à réduire le fossé qui les sépare des meilleures pratiques dans de nombreuses dimensions majeures de la facilité à faire des affaires, notamment augmenter la fiabilité de l’accès à l’électricité et mettre en place un système efficace de résolution des litiges commerciaux.

S’agissant des évaluations de la gouvernance en 2015, selon la Fondation Mo Ibrahim, l’Afrique de l’Ouest, deuxième au classement après l’Afrique Australe, enregistre en moyenne un score de 52,4 sur une échelle de 100 selon le classement effectué sur la base de l’indice Mo Ibrahim, et demeure la zone qui progresse le plus. En 2015, trois pays ont enregistré de bonnes performances dans la région et figurent parmi les dix meilleurs, il s’agit de la Côte d’Ivoire, du Sénégal et du Togo. Cependant, le défi de la bonne gouvernance reste toujours à relever dans cette zone qui compte plusieurs pays mal classés en termes de gouvernance globale.

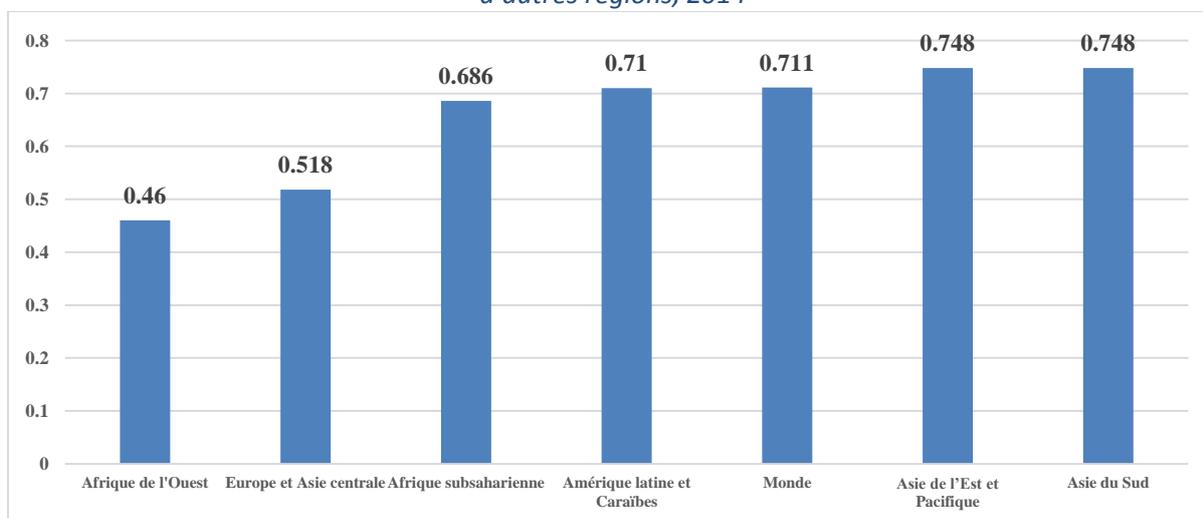
Figure 6: Score moyen d'efficacité de la gouvernance (Indice Mo Ibrahim) par région, 2015



Source : <http://www.moibrahimfoundation.org/fr/iag/data-portal/>, 12 janvier 2016

En termes de développement humain, avec un indice de développement moyen de 0,460 pour l'Afrique de l'Ouest, la plupart des pays de la zone se situent dans la catégorie des pays à « faible développement humain », seuls le Cabo Verde et le Ghana se retrouvent dans la catégorie des pays à « développement humain moyen » (PNUD, 2015).

Figure 7: Score moyen de développement humain de l'Afrique de l'Ouest en comparaison avec d'autres régions, 2014



Source : PNUD, 2015

La lutte contre la corruption est une préoccupation majeure dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et diversement appréciable. Le Cabo Verde occupe une place prépondérante en Afrique de l'Ouest, se classant au 42ème rang au niveau mondial selon Transparency International, avec un score de 57 contre une moyenne de 34,73 pour l'Afrique de l'Ouest, sur un total de 175 pays en 2014. Le Ghana et le Sénégal, classés respectivement au rang de 61 et de 69 sur 175 en 2014, connaissent une amélioration de leurs scores avec des progressions de 3 et 7 points sur leurs scores respectifs entre 2012 et 2014.

PARTIE 2 : LES PROFILS PAYS DE LA CEA

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de repositionnement engagé en 2012, qui met en avant entre autres la recherche par les africains d'une croissance tenant surtout compte de leurs priorités et à même d'entraîner une transformation structurelle de leurs économies, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a retenu les Profils pays au rang de ses nouvelles publications phares.

Cette orientation vise à aider les pays à recentrer leurs efforts dans les domaines de la politique macroéconomique et sociale afin de parvenir à la transformation structurelle de l'Afrique. Elle vise aussi à renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ainsi qu'à atténuer les risques potentiels encourus⁴.

Les profils pays de la CEA devraient fournir des évaluations périodiques des performances macroéconomiques et sociales des États Membres, en vue de proposer des recommandations pertinentes et stratégiques aux gouvernements et aux organisations régionales. Ils serviront également comme une source précieuse et unique de données comparatives pour répondre aux besoins du milieu universitaire, des investisseurs, des praticiens du développement, de la société civile et des analystes. Un des apports spécifiques de ce produit de la connaissance est sa méthodologie solide basée sur la collecte conjointe de données provenant de sources nationales crédibles (y compris les instituts nationaux de statistiques, les ministères en charge des finances, de l'économie et de la planification et les banques centrales) et les autres parties prenantes, ainsi que sa publication périodique.

En plus de fournir une analyse sectorielle à jour, les profils pays de la CEA suivront les progrès réalisés dans le cadre de l'agenda des Objectifs de développement durable, l'objectif ultime étant de soutenir les efforts des pays pour la réalisation de la vision 2063 de l'Union Africaine sur la transformation socio-économique de l'Afrique.

À la suite de l'adoption par la Conférence des ministres africains, des Finances, de la Planification et du Développement économique, tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en Mars 2013, du modèle de référence devant servir de base à l'élaboration de profils pays proposés par la CEA, la phase pilote de cette initiative, marquée par la production de cinq (5) profils pays dont celui du Nigeria, a été lancée lors de la conférence ministérielle de mars 2015 à Addis Ababa, Ethiopie.

D'ici mars 2016, il est prévu la publication de vingt profils pays dont quatre pour la région Afrique de l'Ouest⁵. À l'horizon 2017, l'élaboration des profils pays couvrira l'ensemble des pays du continent.

Dans cette perspective et compte tenu de la priorité accordée au dialogue sur les politiques et à l'utilisation des données statistiques de sources nationales pour alimenter les analyses des profils pays, la CEA s'est engagée dans une dynamique de renforcement de la coopération avec les pays membres, articulée principalement autour du renforcement des capacités de planification du développement et des systèmes statistiques nationaux des pays.

⁴ La Note conceptuelle sur les profils pays de la CEA – Novembre 2013 - constitue la source de données de référence de cette section,

⁵ Côte d'Ivoire, Guinée, Niger et Sénégal

1.1. Revue des profils existants

La plupart des Institutions sous régionales, régionales et internationales publient régulièrement des profils économiques et sociaux sur les pays africains. La CEA a collaboré avec la BAD dans la production des Perspectives économiques en Afrique, jusqu'en 2013, en produisant des notes couvrant l'ensemble des pays africains. Dans cette contribution, la CEA a fourni des notes de pays de plus de 12 pages sur la gouvernance, les questions macroéconomiques et sociales ainsi que d'autres paramètres notamment les données et l'analyse de la situation actuelle, les tendances et les projections.

Hormis les Perspectives économiques en Afrique fruit d'une étroite collaboration entre la BAD, l'OCDE, et le PNUD, d'autres profils pays sont régulièrement élaborés par les pays et des Institutions internationales. Il peut être cité à cet égard :

- Les profils interactifs établis par la Banque mondiale sur les défis économiques politiques et de développement ainsi que la collaboration entre la Banque et le pays concerné ainsi que les profils trimestriels de la Banque restreints à des données ;
- Les profils du service de recherche du magazine «The Economist » contenant des données et une analyse relatives à divers aspects économiques, politiques, environnementaux et autres de chaque pays, ainsi que des prévisions sur quatre ans. Les profils comprennent également une compilation d'événements et de rapports pertinents sur le pays. Ils comptent généralement une trentaine de pages ;
- Le Factbook de la Central Intelligence Agency (CIA) des États-Unis d'Amérique qui fournit des informations sur diverses questions d'ordre économique, social, politique, culturel et d'autres caractéristiques des pays, de manière interactive ;
- Les profils pays du PNUD relatifs aux classements et tendances de l'Indicateur du développement humain (IDH), comprenant des données et des analyses descriptives.
- Les profils établis par le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies centrés, entre autres, sur l'évaluation des progrès accomplis par les États membres vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ainsi que les tendances, les données et l'analyse de la poursuite des OMD concernant les sous-indicateurs de chaque objectif. À la suite de l'adoption des Objectifs de développement durables en Septembre 2015, ces profils sont appelés à se focaliser sur le suivi de ces derniers objectifs
- Les profils établis semestriellement par l'UEMOA et la CEDEAO dans le cadre du suivi de la convergence macroéconomique de leurs états membres respectifs qui sont à la fois basées sur les comptes macroéconomiques des secteurs réels, monétaires, extérieurs et des finances publiques ainsi que des analyses sur les politiques ;
- Les rapports annuels élaborés par les organisations sous régionales (CEDEAO, UEMOA, AMAO....et les banques centrales (BCEAO) qui incluent des profils économiques, sociaux, monétaire et financiers de leurs pays membres respectifs.

1.2. Valeur ajoutée des profils de la CEA ?

La question sur la valeur ajoutée des Profils pays de la CEA trouve toute sa pertinence, au regard de la multitude des profils pays développés par les Institutions internationales sans compter ceux produits régulièrement par les pays et les organisations sous régionales.

À cet égard, les profils de la CEA intègrent globalement les indicateurs examinés ainsi que la plupart des développements menés par ces différents profils. Ils présentent cependant des analyses étendues aux secteurs d'activités économique, social et environnemental. Les Profils ont la particularité de se focaliser sur un processus et un dialogue plus étroits de collaboration avec les pays.

Les profils reposeront prioritairement sur l'évaluation des besoins d'information de leurs utilisateurs potentiels et prendront en compte les données de base recueillies en coordination avec les structures nationales et sous régionales en charge des statistiques. Ils mettront davantage l'accent sur l'analyse des domaines particuliers et essentiels pour le développement du continent, en l'occurrence l'intégration régionale, les processus de transformation structurelle, les analyses de risques et les questions liées au genre ainsi qu'à la qualité des estimations et prévisions des agrégats économiques. En particulier, les profils innovent en introduisant des analyses comparatives des performances des pays basées sur des indices d'évaluation de l'intégration sous régionale, du développement social et du genre.

Enfin, s'appuyant sur un processus continu de collaboration sur les politiques et en matière statistique que avec les pays et les organisations sous-régionales, les profils pays aideront la CEA et l'Afrique à disposer d'une base de données et à jour sur les indicateurs d'analyse pertinents ainsi que des évaluations techniques indépendantes et comparatives susceptibles de mieux orienter les actions des décideurs.

Globalement, les profils pays apportent une valeur ajoutée principalement à travers :

- un processus et un dialogue plus collaboratif sur les statistiques et les politiques, ouvrant la voie à un mécanisme de partage de données et de renforcement des capacités des systèmes statistiques et de planifications nationaux et à l'échelle sous régionale
- l'utilisation d'indicateurs de référence pour traiter des questions clés liées à l'intégration régionale, au genre et au développement social,
- une évaluation des prévisions sur les principaux agrégats économiques d'analyse
- un développement spécifique sur les dynamiques de transformation structurelle dans les pays
- un suivi des progrès vers la réalisation des Objectifs de Développement Durables, aux fins d'élaboration d'un rapport comparatif à l'échelle sous-régionale et continentale

2. FORMAT, STRUCTURE ET MODELE DE DONNEES DES PROFILS

2.1 Format et Structure

Le format des profils pays intègre la structure ainsi que les principaux indicateurs d'analyse. Il articule les différentes parties du document et spécifie les graphiques et tableaux standards. La structure est constituée par la suite de cinq (5) principales parties, décrites dans l'encadré 1 ci-dessous :

Tableau 1: Structure des profils pays de la CEA

Section	Principaux indicateurs d'analyse	Nombre de mots
Le Pays en Bref	Résumé des principaux caractéristiques, variables clés, classements internationaux du pays	
1. Vue d'ensemble	Bref résumé des sections de 3 à 5	300
2. Contexte national et sous régional	Évolution récente dans le pays et la sous-région, (avec un encadré sur l'Indice africain d'intégration régionale)	1 000
3. Performance économique		2 400
3.1 Croissance économique	Variation du PIB réel, Valeur ajoutée par secteur, PIB optique demande (avec un encadré sur l'évaluation des prévisions)	480
3.2 Politique fiscale	Recettes et dépenses par catégories, solde budgétaire, dette publique	480
3.3 Politique monétaire	Taux d'intérêt, offre monétaire, inflation, taux de change	480
3.4 Compte courant	Composantes du compte courant, échanges extérieurs par produit et partenaires	480
3.5 Compte capital et financier	Composantes compte de capital et financier, investissements directs étrangers	480
4. Développement social		4 1 400
4.1 Démographie	Structure de la population par âge, taux de dépendance	280
4.2 Pauvreté et emploi	Pauvreté, Inégalité, emploi par catégorie et par secteur	280
4.3 Santé	Espérance de vie, mortalité, malnutrition, accès aux services de santé	280
4.4 Education	Alphabétisation, taux de scolarisation, qualité de l'éducation	280
4.5 Egalité des sexes et politique de promotion du genre	Données additionnelles sur le genre non analysées ailleurs	280
5. Analyse thématique / Défis majeurs sur les politiques	5 Nature et pertinence des défis et des implications politiques	2 000
	Total	7 100

Source : Note conceptuelle Profils pays CEA, amendée en décembre 2015

2.2. Modèle de données

L'analyse entreprise dans le cadre des profils pays est basée sur des données et faits empiriques prioritairement basée sur des sources nationales. À titre exceptionnel, il sera fait usage de données issues de sources internationales en cas d'indisponibilité de statistiques nationales. Les principaux indicateurs à renseigner et tableaux à inclure dans les documents sont listés en annexe. À la page introductive du document, figure également un bref tableau qui présente un portrait introductif sur les caractéristiques et indicateurs clés du pays au plan institutionnel, économique, social et environnemental. Le portrait inclut aussi les rangs et positionnement du pays par rapport à des indices internationaux de référence. La liste des principaux indicateurs d'analyse des profils est jointe en annexe.

3. SPECIFICITES ET VALEUR AJOUTEE DES PROFILS PAYS DE LA CEA

Dans son contenu global, les profils pays de la CEA se rapprochent du format et de la structures des profils économiques classiques élaborés tant au niveau national que par les Institutions sous régionales et internationales. Ils présentent toutefois des spécificités en incluant des indices pertinents d'analyse des dynamiques de développement social et du genre ainsi que d'intégration régionale. Ils intègrent une analyse de la qualité des prévisions économiques. Enfin, les profils pays innove en introduisant une analyse thématique sur les dynamiques de transformations structurelles des économies des pays africains.

3.1. Processus de dialogue et de coopération avec les pays

Les profils pays s'inscrivent dans la dynamique de repositionnement de la CEA qui met en avant le principe de l'appropriation par les africains de la définition de leur priorité et de leur développement. Ils sont élaborés en étroite collaboration avec les pays, à travers un point focal désigné et suivant un double processus de partage des données et de renforcement des capacités.

La collaboration avec les points focaux désignés au sein des Instituts nationaux de Statistique est entretenue sur la base de termes de référence partagés, qui résument les principaux points dévolus aux parties prenantes :

Tableau 2: Collaboration entre la CEA et les points focaux nationaux

Point Focal national	CEA
1. Servir de relais principal dans le processus de dialogue, de collecte des données, d'élaboration et de diffusion des profils pays de la CEA	1. Veiller au suivi et au partage régulier du catalogue des publications de la CEA
2. Entretenir un mécanisme régulier de partage de données statistiques et d'informations sur le système statistique national	2. Informer régulièrement le point focal sur les activités de la CEA dans la sous-région en matière statistique
3. Servir d'interface ou de relai pour la diffusion des produits de connaissance de la CEA	3. Renforcer régulièrement les capacités du point focal dans le domaine de la statistique et l'inviter aux rencontres organisées par la CEA sur les questions liées audit domaine
4. Appuyer dans l'identification des personnes ressources au niveau national voire international dans le domaine de la statistique	4. Identifier les faiblesses et insuffisances du système statistique national et apporter une assistance technique en coordination avec les partenaires
5. Servir de relai pour le suivi des correspondances, l'organisation des réunions et des visites gouvernementales	5. Partager les bonnes pratiques nationales en matière statistique avec les autres pays de la sous-région

Source : CEA-BSR-AO, Termes de références des points focaux statistiques, 2015

Dans le respect de ce cadre de dialogue et de coopération, les points focaux coordonnent au niveau national l'organisation de visites pays et le renseignement des indicateurs des profils pays.

L'objet des visites est d'entretenir un dialogue régulier sur le mécanisme de recueil et de transmission des données, d'échanger sur les politiques et thématiques de transformation structurelles et de discuter les projets de documents sur les profils pays.

- Recueil et transmission des données nationales

En ce qui concerne le mécanisme de collecte des données, le point focal coordonne le remplissage de la base d'indicateurs des profils partagée par la CEA et assure sa transmission à la CEA suivant une périodicité établie. Ladite périodicité est fonction principalement du calendrier de production et de diffusion des données nationales ainsi que celui des profils pays.

À la suite de cette transmission, il est entretenu un processus continu d'échange et de dialogue sur les données transmises en vue d'apporter éventuellement les corrections, les mises à jour et les compléments sur les métadonnées.

- **Dialogue sur les politiques**

L'élaboration des profils pays de la CEA s'appuie sur un dialogue permanent sur les politiques et les dynamiques de transformation structurelles du pays. Les décideurs nationaux sont ainsi étroitement associés au choix de la thématique. La CEA est aussi informée sur les stratégies et politiques de développement ayant cours dans le pays. Les différentes structures nationales impliquées dans la gestion des politiques de développement et de production statistiques sont également consultés sur le projet de document de profil pays à travers des ateliers de discussion.

- **Renforcement des capacités et partage de bonnes pratiques**

Le renforcement des capacités dans le domaine de la statistique et de la planification du développement constitue un des piliers essentiels dans la dynamique d'élaboration des profils pays. À cet égard, les échanges au cours des visites pays ainsi que les gaps identifiés dans le renseignement de la base des indicateurs des pays offrent l'opportunité d'identifier les faiblesses et insuffisances des systèmes statistiques et de planification du développement national. En réponse, la CEA apporte une assistance technique et/ou assure le plaidoyer auprès des autres partenaires au développement pour remédier aux faiblesses et insuffisances identifiées. L'examen des systèmes nationaux de statistique et de planification permet aussi de relever des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées avec les pays de la sous-région.

3.2. Analyse basée sur des indices pertinents

Les analyses dans les documents des profils se heurtent souvent à l'absence d'indice pertinents susceptible de mieux capter certaines dimensions particulières, en l'occurrence l'intégration régionale, la croissance inclusive et le développement social ainsi que le développement du genre. Les profils pays de la CEA intègrent à cet effet les évaluations pays sur ces dimensions basées sur des indices empiriques, élaborés sur la base d'un dialogue et de données principalement recueillies au niveau des pays et des organisations sous régionales.

Indice Africain d'intégration régionale

L'indice africain d'intégration régionale⁶ vise à déterminer le degré de respect par chaque pays africain de ses engagements dans le cadre des mécanismes d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja. L'indice est élaboré conjointement par la BAD, la CUA et la CEA. Dans l'analyse des profils pays, les dimensions suivantes sont couvertes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement de chaînes de valeurs régionales), les interconnexions et infrastructures régionales et la convergence des politiques macroéconomiques.

Plus globalement, l'Indice couvrira dans sa version finalisée sept dimensions à travers 43 indicateurs : i) migration régionale et marché du travail, ii) Intégration commerciale, iii) Politique économique, iv) Intégration productive, v) Intégration financière et politique macroéconomique, vi) Infrastructure régionale et interconnexion et Intégration sociale et culturelle.

⁶ Pour plus de détails se référer au site de la CEA (www.uneca.org) et aux rapports sur l'état de l'Intégration régionale en Afrique

Indice Africain de développement social

L'un des défis majeurs des politiques de développement et de transformation structurelle en cours dans le continent africain est de rendre la croissance plus inclusive et équitable. Dans ce cadre, la CEA a développé un dispositif de suivi spécifique permettant d'identifier les "causes" de l'exclusion dans chaque pays, cartographier et évaluer l'efficacité des politiques sociales et améliorer la qualité, la collecte et la désagrégation des données dans les secteurs sociaux. L'Indice⁷ évalue les facteurs d'exclusion liés à la santé et à la nutrition, à l'accès à l'éducation, à l'emploi, au revenu et au niveau d'espérance de vie suivant six indicateurs : Taux de mortalité néonatale, pourcentage d'enfants de moins 5 ans malnutris, taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans, taux de pauvreté et espérance de vie à la naissance.

Hormis la focalisation sur l'exclusion humaine, l'Indice se distingue par son caractère désagrégé. Il prend en effet en considération les niveaux sous régionaux, nationaux et locaux. L'indice développe une approche basée sur le cycle de vie (naissance, première enfance, années de formation, accès à l'emploi, période productive et troisième âge.

En termes de mise en œuvre, une première phase pilote de collecte de données, de calcul de l'indice a été finalisée pour cinq pays, dont le Sénégal pour la sous-région ouest africaine en décembre 2014. Des ateliers de renforcement de capacités et vulgarisation ont été organisés pour les pays des cinq sous régions africaines entre 2014 et 2015. De même, des initiatives sont menées pour une appropriation et une mise en œuvre de l'Indice au niveau des organisations sous régionales. Dans ce cadre, une session de renforcement s'est déjà tenue au niveau de l'UEMOA en octobre 2015.

L'Indice de développement des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA).

L'IDISA a été développé par la CEA en 2004, en tant qu'outil de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès réalisés par les pays africains dans la mise en œuvre des instruments régionaux et internationaux sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ces instruments incluent les plateformes de Dakar et de Beijing, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que le Protocole de la Charte africaine des droits des femmes.

À la suite de son adoption, une première phase de mise en œuvre de l'Indice a concerné 12 pays africains. Le pilotage a, par la suite, été étendu à 14 autres pays. Depuis 2012, la CEA a engagé la mise en œuvre d'une troisième phase, élargie à 13 pays africains. L'IDISA est un indice composite comprenant deux composantes : L'Indice de la Condition de la Femme (ICF) et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TBPFA). L'ICF est une mesure qualitative de l'égalité relative entre les sexes qui se fonde sur des indicateurs quantitatifs faciles à obtenir sur l'éducation et la santé, les revenus, le budget-temps, l'emploi et l'accès aux ressources et la représentation politique officielle et officieuse. Quant au TBPFA, il mesure les progrès accomplis en matière de promotion et d'autonomisation des femmes.

En termes de perspectives, d'ici 2017, l'IDISA devrait être mis en œuvre au niveau de l'ensemble des pays africains.

⁷ Pour plus de détail, voir site www.uneca.org, Présentations Conférence des ministres, mars 2015

3.3. Évaluation de la qualité des prévisions

Des estimations et prévisions sur les principaux agrégats macroéconomiques et financiers sont régulièrement effectués par les structures nationales et internationales, en vue de fournir aux décideurs les meilleures orientations dans la formulation et la mise en œuvre de leurs stratégies de développement. Des divergences de vues subsistent souvent tant au niveau des acteurs nationaux qu'entre les structures nationales et internationales sur les estimations et prévisions effectuées. Le caractère récurrent de cette situation ainsi que la nécessité de renforcer la prévisibilité dans l'action publique a conduit la CEA à développer une méthodologie pour évaluer la qualité des prévisions en termes d'écarts moyens par rapport aux réalisations. L'analyse est principalement menée sur les prévisions effectuées, sur les dix dernières années, au niveau national et au sein d'Institutions de référence (CEA, DAESNU), Banque Mondiale, FMI, BAD, Economic Intelligence Unit" (EIU)...).

Au plan méthodologique, la technique de décomposition de Theil est utilisée, avec la racine carrée de l'erreur quadratique moyenne (RMSE) et l'erreur absolue moyenne en pourcentage (MAPE) (ecastats.uneca.org,-Atelier sur les profils pays, juin 2015).

3.4. Analyse thématique

Les profils pays de la CEA intègrent une analyse thématique spécifique à chaque pays africain qui vise à éclairer sur soit un secteur particulier dont la transformation récente explique le dynamisme économique du pays, soit un secteur qui présente des carences mais dont la transformation serait un atout indéniable pour l'évolution du pays. Ces analyses peuvent donc porter notamment sur le changement climatique, l'économie verte, la sécurité alimentaire, les structures de production et d'échange ou la gouvernance et la planification du développement.

Pour le cas particulier de l'Afrique de l'Ouest, des thématiques pertinentes ont été ainsi abordées dans le cadre de la première série des profils 2014-2015 : énergie (Guinée), planification du développement (Sénégal) ; diversification de l'économie (Nigeria), sécurité alimentaire (Niger), diversification des exportations ('Côte d'Ivoire).

3.5. Suivi des Objectifs de développement durable

Le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement a enregistré des faiblesses au niveau des analyses transversales sous régionales. Les pays ont régulièrement élaboré et présentés des rapports nationaux aux réunions des Nations Unies. Par contre, le chaînon sous-régional a été absent. En outre, il est souvent apparu des divergences sur les indicateurs de suivi imputables certes aux insuffisances des systèmes statistiques nationaux mais aussi aux écarts entre les évaluations des structures nationales et celles internationales. Pour pallier à ce défi, les profils pays visent à assurer un suivi régulier des indicateurs des ODD, en étroite collaboration avec les pays, tant du point de vue de la collecte des données que du renforcement des capacités sur les gaps identifiés. Il est également prévu l'élaboration d'un profil sous-régional (à l'échelle des Communautés économiques régionales) et régional (niveau continental) qui s'appesantira sur le suivi des progrès vers la réalisation des ODD.

4. RISQUES ET PERSPECTIVES

Risques

À titre de nouveau produit de connaissance, les profils pays de la CEA soulèvent des préoccupations et des interrogations tant au niveau national qu'international. De par leur intitulé, ils renvoient à des

documents déjà existants et courants dans le cadre de l'analyse conjoncturelle des pays. En outre, en impliquant l'étroite coopération au plan national et sous régional, l'initiative des profils pays intègre un risque lié à l'appropriation et à l'adhésion des pays. Dans ce contexte, les risques majeurs à circonscrire pour assurer le succès de l'initiative des profils portent sur les points suivants :

- ❖ appropriation et adhésion des pays et des organisations sous régionales : Le processus d'élaboration des profils pays de la CEA est basé sur une étroite collaboration avec les pays. Il est nécessaire à cet effet d'emporter l'adhésion des pays et des organisations sous régionales à travers le partage des données statistiques et des informations nécessaires aux analyses sur les politiques. La mise en place de dispositifs appropriés est aussi nécessaire pour assurer la coordination au niveau national ainsi que la remontée des données à la CEA, dans des contextes marqués par des ressources limitées. L'appropriation nationale inclut également les dispositions des décideurs à mettre en œuvre les recommandations et messages issus des profils pays ;
- ❖ redondance et duplication des efforts : Les profils pays requièrent des efforts continus de collaboration avec les pays et les Institutions sous régionales d'intégration. L'accent doit être mis à cet effet à deux niveaux : i) un mécanisme de collaboration qui permet de rationaliser le partage des données ; et ii) la valeur ajoutée des profils ;
- ❖ assistance technique au renforcement des capacités des pays et des organisations sous-régionales en statistique et en planification du développement : Le processus d'élaboration des profils inclut un volet d'identification des insuffisances des systèmes statistiques et de planification nationaux assorti de la mise en œuvre d'actions de renforcement des capacités. Dans ce cadre, les limites porteraient sur les capacités humaines et financières de la CEA à répondre positivement aux requêtes des pays. ;
- ❖ collaboration versus indépendance d'analyse : Les profils pays visent à fournir des analyses objectives, comparatives et indépendantes sur les pays. Ils s'appuient parallèlement sur une étroite collaboration et une adhésion des pays. La conciliation de ces deux options fondamentales est une source potentielle de divergences à circonscrire notamment dans le cadre d'une analyse rigoureuse basée sur des faits empiriques et d'un dialogue et de discussions continues.

Actions mises en œuvre

Pour assurer le succès de l'initiative des pays, des actions de renforcement de la collaboration avec les pays ont été entrepris. À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, il a été mené en particulier :

- ❖ la désignation de points focaux statistiques ;
- ❖ l'organisation d'un atelier d'information et de renforcement des capacités des points focaux pour sept pays en septembre 2015 ;
- ❖ l'organisation de quatre visites pays (Niger, Sénégal, Guinée et Côte d'Ivoire) en 2015 et, en vue de renforcer le dialogue et de mettre en place des mécanismes de partage de données ;
- ❖ l'organisation de sessions d'échanges avec les structures statistiques des organisations sous régionales (CEDEAO, AFRISTAT et UEMOA) en 2015 ;
- ❖ la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités de la planification du développement et des systèmes statistiques en 2015 au Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau et en Gambie et pour l'UEMOA ;
- ❖ L'organisation de sessions de renforcement des capacités et de vulgarisation de l'IADS pour les 15 pays de la sous-région et pour l'UEMOA en 2015.

Perspectives

Il est prévu la couverture de l'ensemble des pays africains à l'horizon 2017. Pour la sous-région Afrique de l'Ouest, une première série est en cours de finalisation pour le courant de l'année 2016 : la Côte d'Ivoire, le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Niger, le Nigeria et le Sénégal. La production des profils pour les pays restants est prévue sur la période 2016-2017. Dans cette perspective, il est notamment prévu pour l'année 2016 :

Tableau 3: Activités prévues pour l'année 2016 dans le cadre de la production des profils pays

ACTIVITES	Période
Visites de dialogue, d'échanges sur les projets de profils pays et de collecte de données	2016
Finalisation des profils pays 2015 de la Côte d'Ivoire, Niger, Guinée et Sénégal	Mars 2016
1. Réunion des points focaux statistiques – Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Liberia, Sierra Leone, Togo	Mai 2016
2. Réunion des points focaux statistiques (tous les pays)	Septembre 2016
Signature de Mémoire d'entente (MOU) avec les organisations sous régionales (CEDEAO et AFRISTAT), incluant entre autres des mécanismes institutionnels de partage de données	Mars-Juin 2016
Profils pays trimestriels (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire et Niger)	Juin 2016
Finalisation des profils pays Nigeria, Ghana, Cabo Verde et Gambie	Mars – Septembre 2016
Finalisation Profils pays Sierra Leone, Burkina Faso, Mali, Bénin	Juin-Décembre 2016

Source : CEA- BSR-AO

CONCLUSION

L'analyse de la conjoncture économique de la sous-région Afrique de l'Ouest fait ressortir pour la période 2015-2016 un repli de la croissance économique en 2015 à 4,2% contre 6,1% en 2014. Cette évolution marque un infléchissement dans le cycle de croissance observé sur la période récente, 5,1% en moyenne annuelle entre 2012 et 2014.

Des disparités régionales existent cependant en termes de performance économique. Ainsi, la Côte d'Ivoire (9,5%), la Gambie (7%), le Sénégal (5,4%), la Guinée Bissau (4,7%) et le Burkina Faso (4,4%) devrait enregistrer une accélération de leur croissance économique en 2015, contre 8,5%, 0,5%, 4,7%, 2,9% et 4,0% respectivement en 2014. Le Togo (5,8%) et le Bénin (5,2%) ont enregistré un léger repli de leur économie comparativement à 2014 et dans une moindre mesure le Mali (4,9%) et le Niger (4,4%) enregistreraient en 2015 une croissance relativement solide.

Les effets négatifs de l'effondrement des cours du pétrole devraient affecter les pays exportateurs de pétrole tels que le Nigéria et dans une moindre mesure le Ghana. Le taux de croissance du PIB du Nigéria devrait s'établir à 4% en 2015 contre 6,3% en 2014. Quant au Ghana, la contraction de l'activité économique se traduirait par une baisse de 0,5 point de pourcentage du taux de croissance par rapport à 2014 pour s'établir à 3,5%.

Ces évolutions ont été en partie liées à la chute du prix du pétrole et des produits de bases, aux incertitudes du cadre macroéconomique global, et aux aléas climatiques et à la hausse des risques sécuritaires. Cette situation met en exergue la fragilité des fondements de la croissance ouest africaine, fortement dépendante de l'exportation de matières premières.

Aussi, les faiblesses relatives dans la résilience des économies de la sous-région, combinées à la persistance d'une croissance insuffisamment inclusive, ont principalement motivé le lancement de l'initiative d'élaboration des profils pays par la CEA. A travers ce nouveau produit de connaissance, la CEA vise à renforcer l'appropriation par les pays de leurs priorités de développement, tout en renforçant le dialogue et les capacités d'analyse sur les politiques et stratégies. Il s'y ajoute une focalisation sur les dynamiques de transformation structurelles, susceptibles de renforcer à la fois la résilience des économies et de rendre la croissance plus durable et inclusive.

Dans un tel contexte, les principaux messages à retenir portent sur les points suivants :

- Renforcer les analyses et les évaluations périodiques et indépendantes des politiques et stratégies en vue de dégager des orientations susceptibles d'impulser ou de consolider les dynamiques de transmission structurelles de l'Afrique de l'Ouest ;
- Poursuivre et amplifier les réformes structurelles et renforcer les dépenses d'investissements publics pour réduire les coûts des facteurs de production, faciliter l'interconnexion régionale et soutenir la croissance économique ;
- Tenir compte de l'agenda de développement et d'intégration régionale dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et politiques économiques ;
- Encourager la mise en place d'un mécanisme régional efficace et coordonné de prévention et de gestion des risques sécuritaires et sanitaires.

BIBLIOGRAPHIE

CEA, mai 2015 : Une évaluation des progrès réalisés vers l'intégration régionale dans la région de la communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest depuis sa création, BSR-AO, 2015.

CEDEAO (2015), Rapport Annuel 2015:LA CEDEAO APRES 40 ANNEES : REALISATIONS, DEFIS ET PERSPECTIVES, Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

FMI (2015), Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, Fonds monétaire international.

PNUD (2015), Rapport sur le développement humain 2015, Programme des Nations Unies pour le Développement.

UNECA (2015), Concept note on ECA Country Profiles, United Nations Economic Commission for Africa.

DAESNU (October 2015), LINK Global Economic Outlook, United Nations Department of Economic and Social Affairs.

World Bank (2016), Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency. Washington, DC: World Bank.

Webographie

ecastats.uneca.org (Documents réunion sur les profils pays, juin 2015).

Fondation Mo Ibrahim (2015) : site web consulté à l'adresse :

<http://www.moibrahimfoundation.org/fr/iiag/data-portal/>, janvier 2016 .

Transparency International: site web consulté à l'adresse : <https://www.transparency.org/cpi2014>

World Bank Group, Doing Business 2015, <http://www.doingbusiness.org/>.

ANNEXES

Annexe 1 : Modèle de données des profils pays

1. Principaux indicateurs de performance macroéconomique et sectorielle

Taux de croissance réelle du PIB (pays)		Pays, sous-régions CEA, Afrique	
PIB, en prix constants (chaque pays de la région)	Année (N1)		Pays, pays de la sous-région
PIB par secteur (agriculture, industrie, industries manufacturières et services), en prix constants	Année (N-1), Année (N-2)	Pays, sous-régions CEA	La contribution de chaque secteur à la croissance économique est calculable. Les sections de la CITIa ISIC - Classification internationale type par industrie.# devraient être utilisées.
PIB, en prix courants (approche des dépenses)	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3)		Pays

3. Indicateurs de tendances et transformation économiques

PIB par activité, prix constants	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays
Exportations totales, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination
Exportations de produits transformés, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination
Exportation de produits bruts, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination
Exportations des principaux produits de base, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination
Exportation des principaux produits de base, indices du volume	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Country
Importations totales, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine
Importations de biens transformés, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine
Importations de produits bruts, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine
Flux entrants d'IDE, \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine
Flux sortants d'IDE, \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine et de destination
Formation de capital fixe brut (investissement)	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays
Indice de changement structurel dans le secteur manufacturier (Finger-Kreinin ou équivalent)	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays
Proportion de travailleurs employés dans les secteurs primaire et tertiaire	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays

5. Indicateurs de développement social

Proportion de la population en vivant en dessous de 1 \$ (PPAa) par jour
Taux d'écart de pauvreté
Part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale
Taux de croissance du PIB par personne employée
Ratio emploi/population
Proportion de personnes employées disposant de moins d'un \$ÉU (PPA) par jour
Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux non rémunérés dans le total des emplois
Prévalence d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale
Proportion de la population en dessous du niveau minimal de consommation d'apports énergétiques
Taux d'inscription net à l'école primaire
Proportion d'élèves commençant la première année qui atteignent la dernière année du primaire
Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes
Ratios filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur
Taux de mortalité des moins de cinq ans
Taux de mortalité maternelle
Proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié
Taux de prévalence des contraceptifs
Prévalence du VIH au sein de la population âgée de 15-24 ans
Incidence et taux de mortalité associés au paludisme

6. Indicateurs des analyses thématiques

Indicateurs Gouvernance, Planification, Intégration régionale
Indices d'intégration régionale (i.e., ARII)
Le commerce intra-africain: principaux produits et destinations
Les indicateurs de convergence macroéconomique : conformité aux normes convenues au niveau sous-régional;
La gouvernance économique et des entreprises et les indices institutionnels.

Indicateurs changement climatique et économie verte
Les indicateurs d'atténuation: émissions de gaz à effet de serre, part des énergies renouvelables dans la palette énergétique
Les indicateurs d'adaptation : niveau d'intégration, d'adaptation aux politiques, niveau de mise en œuvre d'un plan national d'adaptation
Les indices de l'économie verte

Indicateurs sécurité alimentaire
Le PIB agricole (% du PIB)
Le taux national de production alimentaire/d'autosuffisance alimentaire
La balance commerciale : évolution des importations - exportations agricoles et alimentaires
Les personnes souffrant d'insécurité alimentaire